


IDÉES &amp; OPINIONS

ENVIRONNEMENT

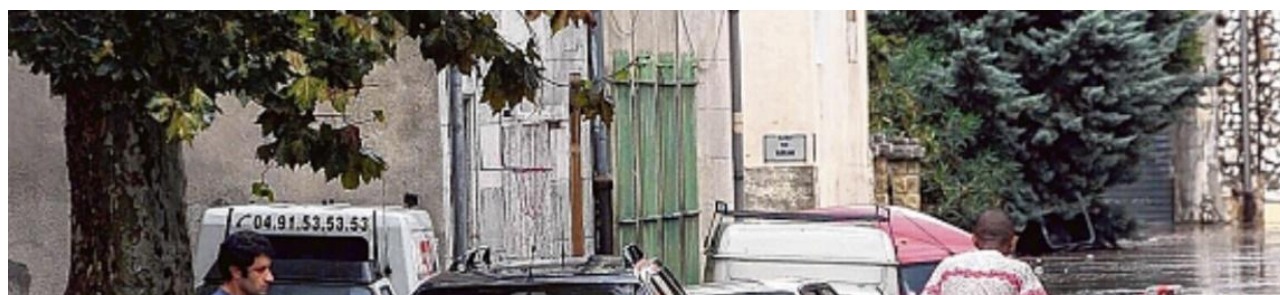
## ZAN : protéger la vraie vi(II)e

 3 min • Par Paul Naglik, Chargé de mission aménagement France Nature Environnement



Par Paul Naglik

Mettre un terme à la perte et à la destruction des espèces et des écosystèmes d'ici 2030. Voici l'objectif réaffirmé lors de la COP 16, qui s'est ouverte lundi dernier en Colombie. Il est ambitieux, à la hauteur de l'enjeu... et il convient de le traduire en actes. Si l'intention est louable et semble partagée, on peut s'interroger sur les réelles volontés de sa mise en pratique, à l'échelle des territoires nationaux et locaux. Parlons d'un exemple concret : a émergé en France en 2021 un outil législatif pertinent, destiné à lutter contre le bétonnage des espaces naturels. Il s'agit de la loi Climat & Résilience et sa controversée démarche ZAN : vers un Zéro Artificialisation Nette des sols en 2050.





"Les pluies torrentielles sont un problème, et une commune sur quatre est concernée par le risque inondation : l'étalement urbain nous y expose encore plus", note Paul Naglik, chargé de mission aménagement chez France Nature Environnement.

Depuis sa promulgation, cette loi d'envergure n'a connu que des dérobades. Arguant des "besoins essentiels de l'industrie et du logement" pour revoir à la baisse ses objectifs (pourtant les besoins de l'industrie étaient déjà exclus du champ d'action de la loi...), Michel Barnier, lors de son discours de politique générale début octobre, a tout simplement ignoré la défense de la biodiversité, alors que la sobriété foncière est un levier majeur de la protection des sols, de la faune et de la flore. Il a ainsi ouvert grand la porte à une énième remise en question de l'applicabilité de cette loi, où se sont pressamment engouffrés les sénateurs en rendant un rapport à charge le 9 octobre dernier. Représenter la liste de ces coups de semonce illustre parfaitement la difficulté d'avancer collectivement vers des actions concrètes de protection des sols. Pourtant les effets de l'artificialisation et les risques liés au changement climatique sont connus et bientôt subis, par tous et toutes. Mais c'est cette loi, perçue comme un frein au développement territorial, qui est identifiée comme un problème.

Or les problèmes, certes, s'accumulent : La crise du logement est un problème, auquel il faut répondre en réinvestissant l'existant, les friches et les logements

vacants, et en encadrant les résidences secondaires.

La densité des villes ne permet plus de garantir une égalité de conditions de vie et exacerbe les injustices sociales : il faut a minima permettre à toutes les populations d'accéder à des espaces verts.

Les chaleurs caniculaires sont un problème, et réintégrer de la nature en ville est la solution la plus efficace pour y pallier.

Les pluies torrentielles sont un problème, et une commune sur quatre est concernée par le risque inondation : l'étalement urbain nous y expose encore plus.

La fragilisation des milieux, la destruction des habitats, l'effondrement des écosystèmes sont des problèmes, majeurs, dont les premiers éléments de réponses passent nécessairement par de l'espace. De l'espace redonné à la nature, sans l'exploiter, la tailler ou la coloniser avec des espèces non-endémiques.

Réconcilier l'humain et le vivant devient, qu'on le veuille ou non, une obligation. Et les solutions qui se discutent à l'échelle mondiale se doivent d'être appliquées par nos collectivités.

***La sobriété foncière est un levier majeur de la protection des sols, de la faune et de la flore. ,,***